

à Turin le Juin 1860.

BRN 3 num 8. Juin 1860

Messieurs le Président et Messieurs les Membres
du Conseil fédéral Suisse

Monsieur le Président Messieurs,

J'ai eu avec M. le Comte Cavour un entretien concernant la
partie de la neutralité assurée en 1815, entre les mains de la Suisse,
aux provinces septentrionales de la Savoie. - Il est convenu avec moi
que cette charge transmise à l'Empereur avec les nouveaux territoires
aurait surtout de l'importance dans le cas d'un conflit entre la Suisse
et la France; et qu'il serait alors réellement ridicule de demander
à cette dernière de remettre aux Suisses ses forteresses, afin qu'ils les
défendissent contre elle-même. Je lui ai recommandé d'être prudent
lors de ses conversations à ce sujet avec M. de Talleyrand. Une fois
déjà, amené incidemment sur ce chapitre, il aurait, sans y réfléchir,
énoncé un avis en l'air dont il ne supposait pas qu'on tirât jamais
graves conséquences.

J'ai remis à M. Cavour le refus écrit d'entrer en matière sur les
propositions dérisoires de la France, que nous m'aviez chargé de lui
remettre. J'ai terminé ma lettre en demandant formellement
au Gouvernement Sardo de donner au Gouvernement Français, de
la neutralité garantie en 1815 une définition catégorique et loyale qui
casse tout aux prétentions envahissantes du Gouvernement Impérial.
On me le promet - Osera-t-on tenir parole?

J'ai longuement causé avec M. de Talleyrand de la politique Suisse
réellement par la France à l'égard de la Suisse.

Après avoir établi d'une manière irréfutable que la neutralité de



notre pays était toute à l'avantage du sien, je lui ai montré que, constitués démocratiquement comme nous le sommes, gouvernés par le peuple lui-même, l'intimidation ne peut nous amener absolument à rien qu'à la haine pour celui qui nous menace, tandis que toute part des services rendus ne pourraient susciter une reconnaissance plus durable, ou la politique de sentiments à laquelle se livre la foule peu amie des calculs de la diplomatie.

Si donc la France veut sincèrement le maintien de la neutralité Helvétique, d'une neutralité utile bienveillante pour elle, elle ne doit à aucun prix nous affaiblir. Que si, en vue d'un aménagement désiré par elle de toutes les stipulations Européennes de 1815, la France revient à sa vieille politique, elle aurait besoin d'une Suisse qui ne se tournât pas contre elle au premier revers.

Or, la force serait impuissante à nous gagner. Quelles que puissent être nos divisions et notre faiblesse relative, nous finirons toujours par combattre l'étranger; et la puissance qui se chargera du rôle de bourreau de notre indépendance, et de notre liberté enverra non seulement notre exécution mais elle du monde civilisé. Ce serait pour elle un sûr moyen non de se renforcer mais de s'affaiblir.

M. de Talleyrand a convenu que vouloir par la violence faire de la Suisse un satellite de la France, serait pour cette dernière un véritable suicide matériel et moral.

"Or donc", lui ai-je dit alors "pourquoi nous avoir faulés, trompés hautement lorsque nous montrions de la confiance dans nos promesses? Pourquoi avoir mis sans motif sérieux la rage, la cruauté de la vengeance au cœur d'une population de combattants comme il n'y en a pas d'autre au monde? Tout ceci n'est pas de la politique, si cela ne doit pas aboutir au morcellement de la Suisse, et vous reconnaissez que ce morcellement serait la plus impolitique des actions!"

— "Savaiez alors qu'on s'est laissé guider par de mesquines considérations, par des lazzis de quelques adversaires (Thiers), par les mensonges, par l'enthousiasme orinal de certains Savaisiens haut placés. On a satisfait ainsi l'amour propre de quelques personnages qui oublièrent de main, pour frapper au visage un peuple qui n'a oublié jamais, et qui a trois siècles durant a servi la France."

"Mais", me dit il. "Croyez vous que la France peut encore se faire en Suisse des amis; que l'opinion finit y tourner de manière a oublier les sympathies autrichiennes pour venir à nous."

Vous devinez Messieurs tout ce qui j'ai dit sur ce malheureux sujet. Je l'ai fait avec l'autant plus l'énergie que des communications indirectes qui me sont revenues récemment; soit par la légation Anglaise, soit par des hommes qui ont assisté à tous les événements de l'année dernière, m'ont prouvé que soit M. de Cavour, soit l'Empereur avaient considéré notre politique comme étant au fond hostile; et la manière dont nous nous y sommes pris pour sauvegarder notre neutralité comme favorable sans main à l'Autriche.

On me peut entre autres nous pardonner d'avoir défendu l'exportation des chevaux, et lorsque je cherche à expliquer les motifs de cette mesure, on me répond toujours par les félicitations générales de la presse Allemande à ce sujet.

Sans doute lorsque j'en cause avec M. de Cavour, il se rend à mes raisons; mais dans l'intimité il s'est échappé au sujet de la cession de la Savoie, des mots qui en reviennent toujours à cette nation si injuste de la majorité des Italiens, que nous ne sommes au fond que l'avant garde de la Sainte Alliance.

Je sais de source certaine par des correspondances d'amis Français, bien en cour, mais aimant la Suisse, que cette idée là existait aux Tuileries, comme à Turin, il n'y a pas plus de six semaines.

Luzern, 3 Juni 1860,

Fol. 177. ad acta.

Il faut donc à toute force combattre cette secrète défiance, puisque nous n'avons pas eu l'audace de la braver en face.

J'ai donc dit à M. de Talleyrand que, malgré ce qui s'était passé, je ne doutais pas que des preuves évidentes de bon vouloir, feraient certainement oublier les griefs récemment contre son gouvernement, que la bienveillance de l'immense majorité des Suisses pour la France était indubitable; mais qu'il ne fallait pas laisser envahir la Suisse, surtout lorsque demain peut être arriver des complications menaçantes, même pour la toute puissance de l'Empereur; et que, si ce dernier avait réellement de bonnes intentions à notre égard, il était grand temps de les manifester, de nous exposer carrément ses intentions.

Il m'a répondu comme l'avoir. "Vous avez raison, mais qui sait ce que veut l'Empereur, j'ignore ses projets, c'est avec lui qu'il faudrait causer de tout cela. Cependant, je vais écrire notre conversation à M. de Thouvenot."

Les événements vont si vite que demain l'Europe tout entière peut se trouver sous les armes. Il est donc grand temps de savoir où sont nos ennemis, et qui sont nos amis.

Agreez Monsieur le Président et Messieurs l'assurance de ma très haute considération.

A. Fauré